

**Décision du 16 NOV. 2020 portant mise à la retraite
sur demande – Mme Abla Kafui Agodjro
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2003-775 modifiée du 21 août 2003 portant réforme des retraites ;

Vu la loi n° 2010-1330 modifiée du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites ;

Vu la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 modifiée garantissant l'avenir et la justice du système de retraites ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur ;

Vu la décision du 27 mai 2019 modifiant la situation indiciaire de Mme Abla Kafui Agodjro, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, à compter du 26 avril 2019 ;

Vu la demande d'admission à la retraite formulée par l'intéressée en date du 12 octobre 2020,

Décide :

Article 1^{er}

Mme Abla Kafui Agodjro, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe de l'intérieur et de l'Outre-mer, 6^{ème} échelon (IB 381 – IM 351) est admise à faire valoir ses droits à la retraite sur demande à compter du 1^{er} mars 2021 tous droits à congés administratifs épuisés.

Article 2

À compter de la même date, Mme Abla Kafui Agodjro est radiée du corps des adjoints administratifs.

Article 3

Le secrétaire général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait le 16 NOV. 2020

Le Directeur général de l'O.F.P.R.A.



Julien BOUCHER